

Séance plénière 3 : La stratégie et les ressources

Format : Exposé en séance plénière
Groupes de discussion

Objectifs :

- Discuter des buts, les processus et des rôles des principaux acteurs qui doivent être impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie du secteur de la sécurité.
- Discuter de l'importance de l'alignement des budgets avec les priorités en matière de sécurité nationale
- Analyser les principes clés et les pratiques de gestion des ressources de sécurité
- Discuter des principaux composants d'un budget du secteur de la sécurité, y compris les achats, les opérations et la maintenance ainsi que le personnel

Contexte :

Une stratégie nationale de sécurité est destinée à identifier les menaces futures, à évaluer les capacités et à fournir des conseils sur la réponse aux défis de la sécurité. Bien qu'elle puisse prévoir l'évolution de la menace, elle ne peut pas prédire des chocs du système. À ce titre, les chocs de la sécurité, les menaces terroristes, les catastrophes naturelles, la volatilité des prix des matières premières, les conflits et les urgences de santé publique peuvent susciter des réponses qui temporairement ou définitivement changent une stratégie nationale de sécurité.

Il y a trois objectifs à une politique nationale de sécurité ou à un processus de stratégie. Tout d'abord, ils doivent donner la priorité aux menaces qui pèsent sur l'État et ses citoyens, ainsi qu'assurer la sécurité contre ces menaces. En deuxième lieu, ils doivent institutionnaliser le contrôle civil et la surveillance sur les différentes agences de sécurité en uniforme et déterminer les rôles de chacun dans les limites légales de la constitution nationale et les priorités établies dans la stratégie nationale de sécurité. Troisièmement, le processus doit garantir la viabilité financière et la rationalité des budgets de sécurité, tout en offrant suffisamment de niveaux de transparence et de responsabilité.

Une fois que les intérêts nationaux sont déterminés et priorisés, les menaces et les risques pour ces intérêts, ainsi que les capacités nécessaires pour aborder ces menaces et ces risques doivent être évalués. En termes simples, ce processus donne la priorité aux intérêts nationaux afin de déterminer les objectifs, les finalités, que la stratégie vise à accomplir. Les voies et moyens, faisant référence aux ressources nécessaires (moyens) et comment ces ressources seront appliquées (moyens), sont alors alignées avec les objectifs de la stratégie pour générer les résultats stratégiques souhaités. Cette combinaison de finalités, de voies et de moyens constitue le noyau d'une stratégie nationale de sécurité.

Le leadership sur la stratégie nationale de sécurité est au sujet des choix stratégiques, de la planification à long terme et de la responsabilisation. Ces attributs sont particulièrement pertinents pour le secteur de la sécurité en Afrique, lorsque les ressources financières sont parfois rares. Par conséquent, les décisions sur la façon de les affecter efficacement et de les utiliser pour atteindre les objectifs de sécurité nationale doivent être guidées par des efforts visant à mieux promouvoir le bien public. Un environnement complexe des donateurs extérieurs complique encore plus les efforts de gestion des ressources, avec les donateurs affichant une variété de motivations et de limitations concernant l'aide. En plus de la gestion des ressources humaines, la budgétisation et les achats représentent deux domaines dans lesquels les intervenants du secteur de la sécurité doivent faire preuve d'un jugement et d'une éthique irréprochable, s'ils veulent réussir à aborder les défis de sécurité du continent.

Questions de la discussion :

- Quelle est la différence entre « politique » et « stratégie » et y a-t-il une différence entre la politique nationale de sécurité, la stratégie nationale de sécurité et la réforme du secteur de la sécurité ?
- Comment un pays peut-il mettre en œuvre une transformation du secteur de la sécurité sans politique nationale de sécurité et stratégie nationale de sécurité ?
- Quel système budgétaire votre pays utilise-t-il ? Quel système serait le plus efficace (étant donné les institutions actuelles, les arrangements, le personnel) ?
- Des exceptions doivent-elles être faites pour la confidentialité et l'urgence dans le secteur de la sécurité ?
- Comment le gouvernement et les responsables des forces armées ; les parlementaires, les médias et la société civile de votre pays améliorent-ils la budgétisation et les achats du secteur de la sécurité ?

Lectures recommandées :

Nicole Ball et Len Le Roux, « Un modèle de bonnes pratiques dans la budgétisation du secteur des forces armées, » dans Wuyi Omitoogun et Hutchful Eboe, éditorial.

Budgétisation du secteur des forces armées en Afrique : Les processus et les mécanismes de contrôle, SIPRI, 2006.

<https://www.sipri.org/sites/default/files/files/books/SIPRI06OmHu/SIPRI06OmHu.pdf>

Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées, « Les politiques de sécurité nationale, » *Série de documents d'information sur la RSS* (Genève : DCAF, 2015).

http://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_9_National%20Security%20Policies.11.15.pdf

http://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_9_Les%20politiques%20de%20securite%20nationale.11.15.pdf

Harborne, Barnard, Dorotinsky, William et Bisca, Paul, éditorial. Sécuriser le développement : Les finances publiques et le secteur de la sécurité, *The World Bank Group*, 2017. En anglais et en français.

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25138>